

Renouvelons notre Énergie

**Notes pour une allocution de
l'honorable Stéphane Dion, C.P., député
Ministre de l'Environnement**

**Prononcée lors de la Rencontre de la CCE :
« Bâtir le marché des énergies renouvelables en
Amérique du Nord »**

**Montréal
Le 28 octobre 2004**

LA VERSION PRONONCÉE FAIT FOI

Il est tout à fait opportun que je m'adresse à vous ce soir, tout juste après que le gouvernement du Canada se soit engagé, dans le plus récent discours du Trône, à « *changer en profondeur notre conception de l'environnement* » et à « *intégrer systématiquement le développement durable dans les processus décisionnels* » selon un cadre pour la compétitivité économique et la durabilité de l'environnement. Je vous remercie de m'avoir invité. Allier l'environnement et l'économie, la Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord (CCE) le fait par vocation, en tant que seule institution environnementale qui soit créée par un accord commercial.

Il est judicieux aussi que notre première rencontre se tienne autour du thème : « *Bâtir le marché des énergies renouvelables en Amérique du Nord.* » Alors même que le gouvernement du Canada entend faire en sorte que les énergies renouvelables connaissent un essor spectaculaire dans notre pays, la CCE lance une réflexion dans ce domaine. Par la Déclaration de Puebla en juin dernier, la CCE prenait un engagement clair envers les énergies renouvelables. Cet atelier constitue une excellente occasion pour l'industrie, les ONG et d'autres institutions d'indiquer les orientations que la CCE devrait prendre afin de respecter son engagement.

Je n'ai pas la prétention d'être un expert comme ceux qui se produisent devant vous aujourd'hui. Je suis plutôt comme tous ces citoyens qui comptent sur les énergies renouvelables pour améliorer leur qualité de vie et la santé de la planète. Vous entendrez donc du citoyen-ministre que je suis la perspective canadienne sur les énergies renouvelables, y compris nos réalisations, nos défis, notre vision.

1. L'énergie renouvelable – un secteur en plein essor

D'abord, circonscrivons le sujet : parmi les énergies renouvelables figure la production hydroélectrique d'énergie. Les autres formes d'énergie renouvelable sont dites « émergentes ». Je ne traiterai ce soir que de ces formes émergentes. Non pas que l'énergie hydroélectrique laisse indifférente le Québécois que je suis, bien au contraire! Mais il s'agit d'un sujet quelque peu différent.

Le Canada n'est pas sans noter que les énergies renouvelables suscitent un intérêt croissant à l'échelle internationale. Il était présent lorsque le 4 septembre 2002, le Sommet mondial sur le développement durable s'est entendu sur un programme portant sur l'énergie et le développement durable. Il a donné son appui lorsque les Nations Unies ont déclaré, le 4 septembre 2002, l'urgence « *d'augmenter de façon significative les sources d'énergie renouvelable et les mettre à contribution vers l'approvisionnement global d'énergie* ».

De même, le Canada a participé, en juin 2004, à la Conférence de Bonn sur les énergies renouvelables. Des représentants du monde entier y ont recherché les moyens d'accélérer le développement de l'énergie renouvelable pour que celle-ci devienne une des principales sources d'énergie à long terme.

Aussi, le Canada mesure tout l'essor que l'énergie renouvelable est en train de connaître. Voyons les chiffres.

En 2002, leur importance est encore relativement insignifiante. Selon l'Agence internationale de l'énergie, l'énergie renouvelable comptait pour 13% de l'approvisionnement total en énergie au niveau mondial – comparé à 35% pour le pétrole, 24% pour le charbon, 21% pour le gaz naturel et 7% pour le nucléaire. Mais, de ce 13%, la biomasse terrestre comptait pour 10% et l'énergie hydroélectrique pour 2%; les sources d'énergie renouvelable émergentes telles que le vent et les marées fournissaient moins de 0,1% de l'approvisionnement total mondial.

Toutefois, ces énergies renouvelables sont réellement en émergence. La tendance sur une plus longue durée nous indique qu'un changement réel est en train de s'opérer.

À l'intérieur de l'OCDE, la capacité de production des énergies renouvelables en émergence a augmenté de 24% entre 1990 et 2002. Les données pour les trois pays de l'ALÉNA se comparent à ceux de l'OCDE – une augmentation de 23% pour le Mexique, de 11% pour les États-Unis et de 15% pour le Canada.

La filière éolienne et la filière solaire ont connu une véritable explosion ces dernières années. Entre 1990 et 2002, la capacité éolienne de l'OCDE s'est multipliée par onze et celle de l'énergie solaire par cinq. La croissance du solaire photovoltaïque est encore plus impressionnante - une multiplication par 29 entre 1990 et 2002.

Toutefois, la croissance de ces énergies émergentes tend à se concentrer dans un petit nombre de pays, essentiellement parmi les membres de l'OCDE. Et même au sein de l'OCDE, la concentration est frappante : 86% des installations éoliennes sont situées en Allemagne, en Espagne, au Danemark et aux États-Unis. L'Allemagne a plus de 40% de toute la capacité éolienne de l'OCDE.

Mais là aussi les choses changent, car d'autres pays s'y mettent, dont les plus peuplés d'entre eux. L'énergie renouvelable occupe une place de plus en plus importante dans l'approvisionnement énergétique de la Chine et devrait devenir une source d'énergie essentielle dans l'avenir. Le gouvernement chinois s'est donné comme cible de tirer 12 p. 100 de sa production énergétique des sources d'énergie renouvelable d'ici 2020. Une importante part de cette production viendra du secteur éolien.

Quels sont les facteurs sous-tendant la croissance en énergie renouvelable? Il y a en plusieurs.

Bien sûr, il y a une prise de conscience environnementale. L'énergie renouvelable n'est pas totalement sans incidence environnementale, mais elle est beaucoup plus propre que les combustibles fossiles et, par définition, elle ne risque pas de s'épuiser.

Les avancées technologiques font en sorte que ces énergies sont de plus en plus abordables et disponibles à moindre coût, alors même que les énergies classiques connaissent une évolution inverse.

La demande mondiale en énergie dépassera éventuellement notre habileté à trouver des nouvelles réserves de pétrole et de gaz. Il est prévu que la demande de pétrole en Chine passera de 5,5 millions de barils par jour à 11 millions de barils en 2025. À ce moment là, la production mondiale aura augmenté de 50% pour alimenter les économies en pleine croissance comme l'Inde qui deviendront des consommateurs importants de pétrole. La prévoyance économique nous commande de diversifier nos sources d'énergie et d'en améliorer la gestion.

Puis, il y a l'action des gouvernements. Motivés par ces préoccupations environnementales et économiques, ils agissent en vue d'augmenter la part d'énergie renouvelable dans leur approvisionnement en énergie. Ils recourent notamment aux incitatifs économiques et fiscaux.

Avec ces facteurs comme toile de fond, la croissance mondiale de l'énergie renouvelable est liée à sa compétitivité par rapport aux autres sources d'énergie. Dans certains pays d'Europe, le prix de l'énergie éolienne a baissé par un facteur de trois entre 1985 et 1995. Aux États-Unis, le gouvernement fédéral a de grands objectifs de réduction des prix de l'énergie renouvelable par les progrès en recherche et développement.

En somme, au cours des prochaines décennies, comme leur performance augmentera sans cesse, que leur coût diminuera et que leur valeur environnementale, économique et sociale sera de plus en plus reconnue, les technologies de l'énergie renouvelable deviendront de plus en plus compétitives par rapport aux technologies des énergies traditionnelles. Au milieu du 21^e siècle, les diverses formes d'énergie renouvelable devraient contribuer de manière notable à satisfaire les besoins énergétiques. À ce moment-là, il sera très important que l'Amérique du Nord soit à l'avant-garde plutôt qu'à la traîne. Il y va de notre qualité de vie, de la compétitivité de nos économies, mais aussi de notre responsabilité envers la planète. Rappelons que nous qui comptons actuellement pour neuf pour cent de la population mondiale, consommons 28 pour cent des ressources mondiales d'énergie.

Voyons maintenant comment le Canada entend faire sa part.

2. Faire du Canada un chef de file de l'énergie renouvelable

Le Canada se classe après la plupart des pays de l'OCDE pour le développement des énergies renouvelables émergentes. Les chiffres de Statistique Canada indiquent que nous tirons seulement trois pour cent de notre électricité de

sources renouvelables émergentes. Et voici quelques point de repères internationaux - le Danemark tire 93 pour cent de son électricité de sources renouvelables, les États-Unis quatre pour cent et les Pays Bas 64 pour cent.

Il n'est pas difficile d'en voir la raison. Le Canada est doté d'importantes quantités de ressources énergétiques traditionnelles (pétrole, gaz, charbon, hydroélectricité et uranium). Le prix que nous payons pour notre énergie étant relativement bas, nous n'avons pas été incités à investir dans les sources d'énergies renouvelables émergentes de la même manière que d'autres pays ont été poussés à le faire.

Bien sûr, il n'est écrit nulle part que les pays disposant d'énergie traditionnelle en abondance doivent absolument traîner la patte en matière d'énergie renouvelable. Il n'est besoin que de regarder du côté de l'état du Texas, un des chefs de file en production d'énergie éolienne aux États-Unis, ou de la province de l'Alberta, un des chefs de file de ce même secteur au Canada.

Il n'en demeure pas moins que le Canada, dans son ensemble, a maintenant entendu le message et reconnaît l'importance de rattraper le temps perdu dans ce domaine. Il y a plusieurs bonnes raisons pour cela. La première tient à l'importance de l'énergie renouvelable pour l'atteinte de nos objectifs en matière de lutte contre les changements climatiques, notamment pour la période de 2008-2012 cernée par le Protocole de Kyoto. Notre capacité actuelle en énergie renouvelable a contribué à éviter des émissions de 4,4 mégatonnes de CO₂. En augmentant notre part de production électrique à partir d'énergie renouvelable à 5%, de 3% en 2003, nous pourrions éviter des émissions de l'ordre de 10 mégatonnes de CO₂.

Une deuxième raison tient à l'appui important qu'apporte l'énergie renouvelable à la lutte contre le smog, à la salubrité de l'air et donc à l'amélioration des conditions de santé pour les Canadiens et les Canadiennes.

Et une troisième raison pour aller de l'avant dans le secteur des énergies renouvelables se rapporte simplement aux avantages économiques qui en découlent. Ce secteur, avec ses industries connexes, offre un potentiel énorme pour générer des emplois, renforcer notre base industrielle et augmenter la compétitivité de notre économie au cours du 21^{ième} siècle. Et si nous ne le faisons pas, nous risquons de nous faire damer le pion par les autres puissances économiques qui utilisent à fond cette stratégie industrielle. Par exemple, on estime qu'à l'heure actuelle, l'Allemagne a créé 35,000 emplois uniquement par son industrie de l'énergie éolienne.

En faisant un grand pas en avant dans le monde émergent des énergies renouvelables, le Canada peut s'appuyer sur plusieurs avantages naturels de taille. Nous avons notamment un potentiel d'énergie éolienne très vaste comme le montrent bien les cartes du potentiel éolien réalisées sur le plan national par mon ministère. De plus, cet immense potentiel éolien est tout à fait compatible avec un secteur hydroélectrique exceptionnellement développé sur notre territoire.

Nous gagnons du terrain déjà grâce à des initiatives telles que le Programme d'encouragement à la production d'énergie éolienne. Ce programme de 260 millions \$ fournit l'appui financier en vue d'une capacité de production de 1,000 mégawatts additionnels entre 2002 et 2007.

Le Gouvernement du Canada s'est déjà engagé à acheter 20% de son électricité de sources renouvelables, y compris le vent, à compter de 2005. Nous investissons 78 millions \$ pour la production d'éthanol, ce qui entraînera la construction de sept nouvelles usines et augmentera notre production annuelle de 750 millions de litres.

L'association canadienne de l'énergie éolienne indique qu'en date de septembre 2004, le Canada connaît la troisième plus grande hausse en capacité de production éolienne au monde. Oui, le Canada entend combler son retard, mais pour cela, il faudra redoubler d'efforts.

Nous avons la ferme intention d'aller bien plus loin encore et de faire du Canada un chef de file mondial en énergie renouvelable, tout comme nous le sommes en énergies traditionnelles.

La semaine dernière, j'ai eu le plaisir d'annoncer le lancement d'un atlas d'énergie éolienne d'une précision sans pareil au monde. Grâce à cet atlas, nous saurons à quels endroits placer nos parcs éoliens pour un maximum d'efficacité.

Le dernier discours du Trône engage d'ailleurs le gouvernement du Canada à quadrupler la taille de son Programme d'encouragement à la production d'énergie éolienne, ce qui fournira 4,000 mégawatts d'électricité dans les prochains 10 ans. Par cette incitation, c'est un message de confiance envers cette source d'énergie que le gouvernement fédéral lance à ces partenaires provinciaux et au secteur privé. Avec leur pleine participation, nous pourrions atteindre, pour 2010, les objectifs de capacité éolienne de 10,000 mégawatts établis par l'Association canadienne de l'énergie éolienne. Cette source d'énergie propre pourrait alors représenter environ 7,4 pour cent de notre capacité totale de production d'électricité.

Le gouvernement du Québec est premier de classe en énergie éolienne grâce à l'engagement qu'il a pris de produire 1000 mégawatts d'énergie éolienne d'ici 2012 en Gaspésie. Huit contrats de parcs d'éoliennes ont été attribués à Cartier Wind Energy et à Northland Power. Ce programme entraînera des retombées économiques d'une valeur d'un milliard de dollars pour la région de Gaspé et la MRC de Matane, et de 300 millions \$ pour d'autres régions du Québec. Au total, le programme entraînera des investissements de 1,9 milliards \$, la création de quelque 360 emplois locaux permanents, et l'embauche de plusieurs centaines de personnes pour construire et entretenir le système électrique régional. Le ministre de l'Environnement du Québec, M. Thomas Mulcair, pourra vous en dire plus à ce propos quand il viendra prononcer la conférence de fermeture.

L'Alberta aussi a démontré beaucoup de leadership en investissant dans des projets d'éoliennes. Le sud de l'Alberta a maintenant la capacité de transformer le vent en 145 mégawatts d'énergie.

Mais en plus du vent, le Canada va miser sur les autres sources d'énergie renouvelable émergentes, telles le solaire, la géothermie ou la biomasse. Le dernier discours du trône engage le gouvernement à « *promouvoir la production et l'utilisation d'énergie propre et renouvelable, et à favoriser une efficacité énergétique accrue* ».

Le Gouvernement du Canada s'est aussi engagé à favoriser la commercialisation des meilleures technologies environnementales de pointe : « *Des investissements considérables effectués grâce au produit de la vente de nos actions dans la société Pétro-Canada appuieront le développement et le déploiement de ces technologies.* » Trop de bonnes idées se perdent avant d'atteindre l'ultime étape de la commercialisation. Il faut que le plein potentiel des innovations technologiques soit utilisé. Tant notre environnement que notre économie en bénéficieront.

Le Conseil des ministres de l'énergie travaille à l'heure actuelle à l'élaboration de stratégies et de normes pour développer le plein potentiel des énergies renouvelables et en optimiser l'usage par les Canadiens.

Le secteur privé aussi s'engage de plus en plus sur la voie du développement des énergies renouvelables. Citons des investissements de 100 millions \$ de Suncor dans le cadre de stratégie corporative sur les changements climatiques, et aussi TransAlta qui est maintenant le plus grand fournisseur d'énergie éolienne au Canada suite à son acquisition de Vision Quest.

En fait, le Groupe pour un dialogue sur l'énergie, une coalition de 17 associations du domaine de l'énergie, y compris le pétrole, le nucléaire, l'hydro et d'autres sources, indique que l'énergie renouvelable est un élément clé de la compétitivité future de ce secteur. De plus, le Clean Air Renewable Energy Coalition, qui regroupe des membres de l'industrie et des ONG, a pour mission de favoriser le dialogue sur les mesures à prendre pour promouvoir le développement de l'énergie renouvelable émergente.

C'est tout le Canada qui se mobilise. Et quand notre pays travaille de concert, il réussit.

Conclusion

Le Canada a déjà prouvé qu'en matière d'énergie, il pouvait transformer un rêve impossible en réalité. Lorsqu'au cours des années 1960, on a découvert les sables bitumineux de l'Athabaska, il n'existait aucune technologie permettant d'en faire l'exploitation. Économiquement, le projet était alors insensé. Des années d'efforts, de recherche et de financement ont permis de faire de ce projet impossible une industrie prospère dont bénéficie tout le Canada.

Oui, le Canada est riche en sources d'énergie fossile : pétrole, gaz naturel, charbon et uranium. Nous aurons besoin de ces sources d'énergie pour encore assez longtemps. Nous devons apprendre à les produire beaucoup plus proprement et à les

utiliser de façon responsable, afin, notamment, de ne pas nuire aux conditions climatiques ou à la qualité de l'air.

Mais en plus, le Canada bénéficie d'un potentiel immense en énergie renouvelable, y compris les énergies émergentes. Il lui faut développer une stratégie de l'énergie comportant des mesures stratégiques visant à développer, à commercialiser et à exploiter notre potentiel en énergie renouvelable.

J'ai déjà lancé le dialogue avec mes homologues des provinces et des territoires, avec l'industrie, avec les ONG, pour établir comment mieux cerner ensemble les cibles sur l'environnement, mieux assortir les activités scientifiques, les programmes d'incitation, et les mécanismes d'exécution de la législation.

En misant sur l'énergie renouvelable, nous faisons le pari de Pascal – nous avons tout à gagner et rien à perdre. Le prix des carburants fossiles est appelé à augmenter à long terme alors que le vent et le soleil, les « carburants renouvelables » sont – par définition – gratuits. À long terme, ce sera bénéfique pour notre environnement comme pour notre économie.

Voilà ce que le citoyen-ministre que je suis tenait à vous dire aujourd'hui. Je suivrai les résultats de vos échanges sur les énergies renouvelables, ainsi que les activités futures de la Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord avec beaucoup d'intérêt, car je sais à quel point votre organisme peut puissamment aider les trois pays de l'Aléna, les trois *Amigos*, à assainir leur environnement, à renforcer leur économie.

Merci.